

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex

Mende, le 07/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVIGNE INDUSTRIES
INOS
48500 Massegros Causses Gorges

Références :

Code AIOT : 0006602112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement SEVIGNE INDUSTRIES implanté INOS Le massegros 48500 Massegros Causses Gorges.

La visite vise au récolement de l'arrêté préfectoral pris le 27 novembre 2023 renouvelant l'autorisation d'exploiter la carrière pour une durée de trente ans.

Elle s'inscrit également dans le cadre de l'action régionale de contrôle des conditions d'admission des déchets inertes participant, dans le cas de la carrière d'Inos, à la remise en état du site.

Depuis la prise de l'arrêté préfectoral du 27/11/2023, un tir de mine a été réalisé en fin d'année 2023, ainsi qu'une campagne de concassage en 2024. Aucun déchet inerte n'a été admis sur le site depuis 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIGNE INDUSTRIES
- INOS Le massegros 48500 Massegros Causses Gorges
- Code AIOT : 0006602112 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière à ciel ouvert d'Inos produit des granulats calcaires par minage puis traitement réalisé par campagnes à l'aide d'installations mobiles. Le site est autorisé à admettre des déchets inertes dans le cadre de sa remise en état, laquelle est coordonnée à l'exploitation.

Attributs de l'inspection :

Actions nationales 2024 (*Action régionale 2024*)

Contexte de l'inspection (*Récolement*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement arrêté d'autorisation
- conditions d'admission des déchets inertes

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'autorisation en vigueur a été délivrée il y a moins d'un an. Des aménagements sont à finaliser, notamment concernant la barrière de protection de la faune, et l'insertion paysagère (plantations prévues). L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur ces points et demande à être tenue informée de leur avancement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	30 Jours
3	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
5	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
6	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
8	RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43-1	Demande d'action corrective	3 Mois
10	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
13	Conformité au présent arrêté	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
15	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.10.2	Demande d'action corrective	2 Mois
16	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
19	Registre des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
----	-------------------	-------------------------	-------------------

1	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	
4	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	
7	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 6.5	
9	Recyclage déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 5 sortie statut déchets	
11	Liste des installations ICPE	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.2.1	
12	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.5.2	
14	Bilan et rapports annuels	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.6.3	
17	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2.4	
18	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 3.1	
20	Mesures spécifiques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 7.1.2	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les conditions d'admission des déchets inertes, l'exploitant est au fait de la réglementation mais n'a pas présenté certains documents dont il déclare disposer. Ces non-conformités ne présentent pas d'inconvénients ou danger imminent pour les intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement, elles seront levées par transmission desdits documents, attendue sous 30 jours. Pour rappel, le site n'a pas encore de déchets inertes depuis la prise de l'arrêté d'autorisation du 27/11/2023. Par ailleurs, l'inspection a bien pris note des difficultés techniques rencontrées par l'exploitant quant au versement de ses données sur le RNDTS. Un suivi des solutions envisagées est attendu.


Concernant le récolement de l'arrêté préfectoral du 27/11/2023, il revient à l'exploitant de finaliser l'audit dudit arrêté et de le transmettre à l'inspection, d'augmenter le nombre de pancartes de signalisation notamment sur le périmètre sud. Enfin, il transmet à l'inspection les éléments précisés dans la partie constats concernant les mesures préventives des envols de poussières.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : <ul style="list-style-type: none">- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;- des déchets non pelletables ;- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;- des déchets radioactifs. II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.
Constats : L'inspecteur rappelle l'interdiction formelle d'admettre les déchets listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. L'exploitant déclare n'en pas admettre ces déchets dans l'installation.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'acceptation préalable. Cette procédure ne prévoit pas la vérification du tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable, ni que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de modifier sa procédure d'acceptation préalable en incluant la vérification du tri préalable et l'information que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 Jours

N° 3 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : L'exploitant déclare disposer d'un document préalable. Ce document n'a pas été présenté lors de la visite. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le document préalable.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 Jours


N° 4 : Admission déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : L'exploitant procède au contrôle des documents d'accompagnement des chargement ; il effectue un contrôle visuel des déchets à l'entrée du site ainsi qu'un second contrôle au moment du déchargement. L'exploitant déclare qu'en cas de chargement de déchets non-conforme, ces déchets sont rechargés et évacués par l'apporteur. L'inspecteur rappelle que le résultat du contrôle visuel doit être tracé dans le registre d'admission ainsi que l'éventuel motif de refus. Pour rappel, aucun chargement d'inertes n'a été admis depuis la prise du nouvel arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Accusé d'acceptation


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : L'exploitant déclare disposer d'un accusé d'acceptation qu'il délivrera lors des admissions. Aucun apport de déchets inerte n'a été effectué suite à la prise du nouvel arrêté d'autorisation. L'accusé d'acceptation peut être délivré : <ul style="list-style-type: none">- soit en complétant le document préalable (partie finale du document) ;- soit en établissant un document séparé, notamment lorsqu'un document préalable est établi pour une durée maximale d'un an et pour un même chantier requérant plusieurs chargements de déchets. Les accusés doivent pouvoir être liés à un document préalable. L'exploitant n'a pas présenté de modèle d'accusé d'acceptation lors de la visite d'inspection. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le modèle d'acceptation préalable qu'il mettra en œuvre lors de l'acceptation de matériaux inertes au sein de la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 Jours

N° 6 : Registre d'admission


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare disposer d'un registre d'admission des déchets. Ce registre n'a pas été présenté lors de la visite d'inspection. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre son registre d'admission des déchets.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 Jours

N° 7 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques - stabilité des remblais
Prescription contrôlée : Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Les orientations du guide des bonnes pratiques sur les critères de stabilité des remblais - Remblayage de carrières à ciel ouvert par des déchets inertes, référencé Ineris - 201162 - 2342192 - v1.0 du 22 décembre 2021, sont mises en œuvre.
Constats : Le remblayage n'a pas encore débuté. L'inspecteur demande à l'exploitant de justifier du respect des orientations du guide mentionné à l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023 dans le rapport annuel qui sera transmis en 2025. L'article 8.2.3 <i>Accueil de matériaux inertes</i> du même arrêté précise les enjeux concernés, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la caractéristique des remblais utilisés- la stabilité, et le cas échéant la géométrie, du remblayage réalisé,- la circulation et la récupération des eaux dans les remblais,- l'absence de risque pour la tenue du remblaiement et l'absence de risque en matière de pollution des eaux.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43-1
Thème(s) : Situation administrative - traçabilité des terres excavées et sédiments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ registre national des terres excavées et sédiments ”, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un compte sur le RNDTS. Ce registre national est à renseigner pour tout apport de terres et sédiments sur le site de la carrière dans le cadre du remblayage, et qui aurait eu lieu depuis le 1er janvier 2022.</p> <p>L'exploitant déclare rencontrer des difficultés -pour des sites qu'il exploite par ailleurs- à verser les données de son registre dématérialisé sur le RNDTS en raison d'une incompatibilité de formats numériques.</p> <p>En l'état, ce fait constitue une non-conformité à l'article R541-43-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de la tenir informée de la situation et des solutions qui seraient apportées à ce problème technique.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 9 : Recyclage déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 5 sortie statut déchets
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ce registre contient également : a) Concernant la dénomination du déchet : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; b) Concernant la date de l'opération de traitement : - la date du traitement du déchet ; - le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ; c) Concernant la destination des produits ou matières : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ; d) Concernant l'acte administratif de sortie du statut de déchet : - la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.
Constats : L'exploitant ne projette pas de valoriser des déchets autrement que dans le cadre du remblayage de la carrière. L'inspecteur indique à l'exploitant qu'en cas de recyclage de déchets inertes - ou autre opération prévue à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 - un registre spécifique doit être tenu, tel que détaillé à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 10 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6

Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :


- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :


- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :


- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de

<p>notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</p> <p>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare disposer d'un registre des terres excavées et sédiments. Ce registre n'a pas été présenté lors de la visite.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le registre terres excavées et sédiments.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 Jours</p>


N° 11 : Liste des installations ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative - Liste des installations ICPE			
Prescription contrôlée : Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :			
Rubrique ICPE	Nature de l'activité	Volume d'activité	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrière	<u>Capacité de production</u> : 75000 t/an en moyenne 150000 t/an maximum <u>Superficie d'extraction</u> : 100 000 m ² Durée demandée : 30 ans	A
2525-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2	Puissance totale des installations : 770 kW	E
2527-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	Stockage temporaire des produits finis avant commercialisation sur une aire de transit de 20000 m ² de surface disponible	E
(*) A (autorisation), E (Enregistrement)			
Constats : La nouvelle autorisation environnementale date du 27/11/2023. L'exploitation est en activité ralentie depuis le 27 novembre, environ 1500 tonnes ont été exploitées, et concerne les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> une carrière de roche massive à ciel ouvert classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées (autorisation) : un tir de mine le 27 novembre ; des installations de traitement, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées (enregistrement) - une campagne de 2 jours de concassage criblage a été réalisé la première semaine d'octobre 2024 ; une station de transit des matériaux, classée sous la rubrique ICPE 2517-1 (enregistrement). 			
Respect de la prescription : 			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites :			


N° 12 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.5.2																		
Thème(s) : Situation administrative - Montant des garanties financières																		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.</p> <p>Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.</p> <p>Les montants minimum retenus par l'exploitant pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Phase d'exploitation</th><th>Période</th><th>Montant T.T.C.</th></tr></thead><tbody><tr><td>Phase quinquennale n° 1</td><td>0 - 5 ans</td><td>450 900,00 €</td></tr><tr><td>Phase quinquennale n° 2</td><td>5 - 10 ans</td><td>473 100,00 €</td></tr><tr><td>Phase quinquennale n° 3</td><td>10 - 15 ans</td><td>473 100,00 €</td></tr><tr><td>Phase quinquennale n° 4</td><td>15 - 20 ans</td><td>449 900,00 €</td></tr><tr><td>Phase quinquennale n° 5</td><td>20 - 25 ans</td><td>424 500,00 €</td></tr></tbody></table> <p>La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 129.20 (août 2023, publié au J.O. du 14 octobre 2023).</p> <p>Les plans des garanties financières correspondant aux phases mentionnées ci-dessus sont joints en annexe 2.</p>	Phase d'exploitation	Période	Montant T.T.C.	Phase quinquennale n° 1	0 - 5 ans	450 900,00 €	Phase quinquennale n° 2	5 - 10 ans	473 100,00 €	Phase quinquennale n° 3	10 - 15 ans	473 100,00 €	Phase quinquennale n° 4	15 - 20 ans	449 900,00 €	Phase quinquennale n° 5	20 - 25 ans	424 500,00 €
Phase d'exploitation	Période	Montant T.T.C.																
Phase quinquennale n° 1	0 - 5 ans	450 900,00 €																
Phase quinquennale n° 2	5 - 10 ans	473 100,00 €																
Phase quinquennale n° 3	10 - 15 ans	473 100,00 €																
Phase quinquennale n° 4	15 - 20 ans	449 900,00 €																
Phase quinquennale n° 5	20 - 25 ans	424 500,00 €																
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection en janvier 2024 l'acte de cautionnement des garanties financières qui a pris effet le 27 novembre 2023 et expire le 26 novembre 2028.</p>																		
<p>Respect de la prescription : </p>																		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>																		
<p>Proposition de suites :</p>																		


N° 13 : Conformité au présent arrêté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative - Conformité au présent arrêté
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises. L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté. Cette vérification doit prendre la forme d'un audit réalisé par un auditeur compétent des services de l'exploitant et indépendant des services d'exploitation de la carrière. Cet audit est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il est régulièrement réalisé.
Constats : L'exploitant n'a pas finalisé l'audit de conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le rapport d'audit à l'inspection dans un délai de 2 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 14 : Bilan et rapports annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.6.3
Thème(s) : Situation administrative - Bilan et rapports annuels
Prescription contrôlée : Une fois par an et avant la fin du mois de mars de l'année suivante, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé, incidents...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Ce rapport peut être transmis sous format informatique.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis de rapport d'activité tel que prévu à l'article 1.6.3 l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale. Ledit arrêté étant daté du 27 novembre 2023, la proposition de l'exploitant consiste à rapporter l'activité exercée en fin d'année 2023 dans le rapport qui sera établi au titre de l'année 2024 est acceptable.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 15 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 1.10.2
Thème(s) : Autre - Signalisation, accès, zones dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut-être consulté.</p> <p>Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Le bon état des clôtures est régulièrement contrôlé par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant a mis en place sur la voie d'accès à la carrière un panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut-être consulté ;• l'accès à la voie publique est aménagé ;• la tenue d'un registre sur le contrôle de l'état des clôtures, réalisé annuellement par l'exploitant ;• l'interdiction d'accès en dehors des heures ouvrées avec la présence d'une barrière fermée, d'une clôture efficace et de panneaux d'interdiction d'accès. <p>L'inspection constate que la clôture côté sud n'est pas suffisamment dotée de pancartes d'interdiction d'accès et/ou de signalement du danger.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 1.10.2 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Augmenter le nombre de pancartes de signalisation du danger et/ou d'interdiction d'accès, notamment le long de la clôture sud.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois


N° 16 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention de la pollution atmosphérique / Dispositions particulières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures préventives suivantes sont prises pour limiter les envols de poussières, conformément aux normes et réglementations en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none">- la limitation de la vitesse à 30 km/h sur la totalité du site signalée par des panneaux à l'entrée du site ;[....]- le balayage voire le lavage de la voie publique en sortie de site lorsque cela est nécessaire ;- le bâchage systématique des camions transportant des matériaux fins. À défaut de pouvoir être bâché, le chargement est aspergé ;- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté un panneau de limitation de la vitesse à 30 km/h à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un protocole de bâchage systématique des camions lors des phases de chargement et de déchargement existe. L'exploitant s'engage à transmettre le protocole de bâchage des camions ainsi que la fiche technique des engins de foration des trous de mines, lesquels engins n'étaient pas présents sur le site le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection que le balayage voire le lavage de la voie publique en sortie de site est réalisé dès que nécessaire mais aucune consigne écrite n'a été réalisée.</p> <p>Jusqu'à transmission des éléments susmentionnés, ce fait constitue une non-conformité à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p> <ul style="list-style-type: none">- des consignes écrites de balayage/lavage de la voie publique en sortie de site ;- un protocole de bâchage systématique des camions ;- la fiche technique des engins de foration des trous de mines ; <p>et ce dans un délai de 2 mois.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 17 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques - Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans un dossier tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche et la plus représentative des conditions météorologiques du site sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'analyse des émissions atmosphériques. L'inspection a constaté la présence des jauges de retombées sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection a demandé à l'exploitant d'éliminer la végétation autour des jauges susceptible de constituer un obstacle ou d'altérer les mesures.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 18 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les mesures préventives suivantes sont prises pour prévenir toute pollution accidentelle des aquifères : [...] - remplissage et stationnement du chargeur sur l'aire disposant d'un géotextile absorbant d'hydrocarbures tel que détaillé en suivant,
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une aire disposant d'un géotextile absorbant d'hydrocarbures enterré sous environ 50 cm de sable. De plus, l'exploitant a indiqué à l'inspection que tous les engins sont équipés d'un kit anti-pollution.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 19 : Registre des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative - Registre des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre des quantités d'eau acheminées par citerne pour les besoins du fonctionnement de la carrière. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection tenir un registre des approvisionnements en eau mais ne l'a pas présenté à l'inspection. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre son registre des approvisionnements en eau.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 20 : Mesures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2023, article 7.1.2
Thème(s) : Autre - Mesures spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour préserver la présence du hibou Grand duc recensé dans le périmètre de la carrière, et ce sur l'ensemble de son cycle biologique, l'exploitant évite et réduit les impacts sur l'oiseau en :</p> <ul style="list-style-type: none">• respectant l'interdiction d'usage d'explosifs durant la période de couvain de l'oiseau, soit 35 jours, ainsi que, a minima, pendant 15 jours supplémentaires pour couvrir les premiers temps d'alimentation des poussins. Cette période de 50 jours au total est à déterminer à partir de la ponte, celle-ci étant repérée par un naturaliste usant d'une méthode d'observation amont adaptée. La ponte du hibou Grand duc est susceptible d'intervenir à partir de la fin du mois de décembre et jusqu'au mois d'avril ; <p>l'arrêt de l'utilisation des explosifs et la reprise des tirs sont portés à la connaissance de la DREAL avec compte-rendu de la situation ;</p> <ul style="list-style-type: none">• évitant le dérangement de l'espèce par toute source lumineuse en période nocturne. Notamment, l'installation de traitement des matériaux aura des horaires de fonctionnement adaptées. Elle sera de plus positionnée sur le site le plus loin possible de la zone de nidification du Grand duc. Cette disposition est portée sur plan. Les plages horaires et le circuit de circulation des engins prendront en compte cette disposition ;• matérialisant le périmètre minimum de tranquillité de l'oiseau, soit 90 m, pour y interdire toute présence. Cette distance sera étendue si nécessaire au vu des résultats du suivi de la reproduction ;• réalisant annuellement un suivi de terrain pour déterminer l'impact de l'activité de la carrière sur la nidification/reproduction du Grand duc sur le site. Ce rapport est adressé à la DREAL.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le périmètre des 90m minimum de tranquillité de l'oiseau est matérialisé par des merlons et un enrochement pour empêcher la circulation des engins dans le périmètre des 90m.</p> <p>L'exploitant a réalisé un tir de mine le 27 novembre 2023, en dehors de la période fin décembre à avril durant laquelle le hibou Grand Duc est susceptible de pondre et de couvrir. Cependant l'exploitant a indiqué qu'aucun naturaliste n'a encore été contacté pour les prochaines périodes de reproduction.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir exploité durant les périodes nocturnes.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre le suivi de terrain pour déterminer l'impact de l'activité de la carrière sur la nidification/reproduction du Grand Duc sur le site courant décembre 2024 pour l'année écoulée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection le suivi de terrain déterminant l'impact de l'activité de la carrière sur la nidification/reproduction du Grand Duc sur le site dans un délai de 2 mois.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :